

JUGEMENT
N° 102/19/CJ/SI/TCC
DU 20 DECEMBRE 2019

REPUBLIQUE DU BENIN
TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU
CHAMBRE DE JUGEMENT DE LA SECTION I

RÔLE GENERAL
BJ/TCC/2018/0633

Société AFRICA AGRO
ALIMENTAIRE SARL

Société ORIENT BENIN
SARL

(Me Charles BADOU)

PRESIDENT : **William KODJOH-KPAKPASSOU**

JUGES CONSULAIRES : **Eric ASSOGBA et François AKOUTA**

MINISTERE PUBLIC : **Mario METONOU**

GREFFIER : **Jacques HOUEGBE**

DEBATS : Le 31 mai 2019

Jugement contradictoire, en matière commerciale et en premier
ressort, prononcé le 20 décembre 2019.

LES PARTIES EN CAUSE

C/

DEMANDERESSES :

Société Béninoise des
Manutentions Portuaires
(SOBEMAP)

**(Me Gilbert
HOUEDAN)**

Société AFRICA AGRO ALIMENTAIRE SARL, dont le siège
social est sis à Cotonou, lot n° 114, quartier LES COCOTIERS,
agissant aux poursuites et diligences de son gérant, Monsieur Gaurav
SURI, demeurant et domicilié ès-qualités au siège de ladite société ;

Société ORIENT BENIN SARL, dont le siège social est sis à
Cotonou, lot n° 2002, quartier Zogbohoulé, ou au carré n° 198 au
quartier Missébo, agissant aux poursuites et diligences de son gérant,
Monsieur Prabira Kumar PATI, demeurant et domicilié ès-qualités
au siège de ladite société ;

OBJET : Paiement

Toutes assistées de Maître Charles BADOU, Avocat à la Cour ;

D'UNE PART

DEFENDERESSE

Société Béninoise des Manutentions Portuaires (SOBEMAP)
ayant son siège social sis à Cotonou, Boulevard de la Marina, 01 BP
35 Cotonou, prise en la personne de son Directeur Général en
exercice, demeurant et domicilié ès-qualités au siège de ladite
société, assistée de Maître Gilbert HOUEDAN, Avocat à la Cour ;

D'AUTRE PART

LE TRIBUNAL

La société AFRICA AGRO ALIMENTAIRE SARL (société AFRICA AGRO) et la société ORIENT BENIN SARL (société ORIENT) ont fait débarquer au port de Cotonou des quantités de marque riz ROYAL THAI pour la première et ARIANA pour la seconde, dont la manutention a été confiée à la Société Béninoise de Manutention Portuaire (SOBEMAP) ;

Ces sociétés déclarent qu'au moment de l'enlèvement des sacs de riz des magasins 3 et 4 de la SOBEMAP, elles ont enregistré des manquants de 219 sacs de riz ARIANA et 276 sacs de riz ROYAL THAI qu'elles évaluent respectivement à 3.384.000 FCFA et 4.278.000 FCFA ;

Par exploit en date du 18 octobre 2018, la société AFRICA AGRO et la société ORIENT ont attiré la SOBEMAP devant le tribunal de commerce de Cotonou en sollicitant sa condamnation au paiement des sommes susdites au profit de chacune d'entre elles ;

Elles prient également le tribunal de condamner la SOBEMAP à leur payer cinquante millions (50.000.000) de francs CFA à titre de dommages-intérêts et d'assortir la présente décision de l'exécution provisoire sur minute ;

En réplique, la SOBEMAP sollicite le rejet de ces demandes et, reconventionnellement, la condamnation des demandereses à lui payer vingt millions (20.000.000) de francs CFA pour procédure abusive ;

Pour soutenir leurs prétentions, les sociétés AFRICA AGRO et ORIENT ont versé au dossier les connaissements relatifs auxdites marchandises ainsi que trois (03) procès-verbaux de constats et

deux (02) lettres de réserves établis par la société OMEGA MARINE;

La SOBEMAP a produit au dossier un important lot de bons de livraisons et de constats d'avaries ;

A l'appui de leurs demandes, les sociétés AFRICA AGRO et ORIENT invoquent les dispositions de l'article 431 du code maritime du Bénin et 1147 du code civil ;

Elles développent que la SOBEMAP a agi en qualité d'acconier et que sa responsabilité doit être retenue en ce que les pertes de sac de riz sont survenues entre ses mains ;

La SOBEMAP fait valoir en revanche, que d'importantes avaries ont été constatées à l'occasion des opérations de déchargement qui ont fait l'objet de réserves qu'elle a expressément prises contre le bord suivant des états signés contradictoirement avec le représentant du navire;

Que la totalité de la cargaison n'a pu être déchargée en raison de l'état des marchandises ;

Qu'ainsi, 120 sacs de riz ARIANA n'ont pu être déchargées alors que 441 sacs de riz ROYAL THAI étaient manquantes et ont fait l'objet d'états différentiels signés par le bord ;

Que les procès-verbaux versés au dossier par les demanderesses ne sont pas contradictoires et n'établissent point sa responsabilité ;

Que tous ces éléments ont été portés à la connaissance des sociétés AFRICA AGRO et ORIENT qui persistent à la poursuivre en justice ;

Que la présente action est abusive et vexatoire ;

SUR LES DEMANDES EN PAIEMENT

Attendu qu'aux termes de l'article 431 du code maritime du Bénin, « *l'acconier est responsable de toutes pertes, avaries ou tout dommage subis par la marchandise entre ses mains. Il est déchargé de cette responsabilité s'il prouve que les pertes, avaries ou dommages apparents proviennent d'un cas fortuit ou de force majeure, de grève ou de lock-out, ou d'arrêt, ou entraves apportées au travail pour quelque cause que ce soit, partiellement ou complètement, du vice propre de la marchandise, de l'insuffisance ou de la défectuosité de l'emballage ;*

Attendu que les pièces versées au dossier par les demanderesses pour soutenir les pertes de sacs de riz sont constituées de trois (03) procès-verbaux dont deux (02) sont relatifs au transfert des marchandises dans les magasins 3 et 4 de la SOBEMAP et un autre porte sur le contrôle au reconditionnement en magasin n° 4 ;

Attendu que ces documents ne portent pas la signature de la SOBEMAP et ne concernent que l'entrée des sacs de riz en magasin ainsi que le reconditionnement de 1906 sacs déchirés en 1923 sacs ;

Que les demanderesses n'établissent donc de pertes de sacs de riz à la charge de la SOBEMAP ;

Attendu, par ailleurs, que le lot de bons de livraison et de constats d'avaries produits par la SOBEMAP attestent que les marchandises en cause ont subi d'importants dommages constatés lors du débarquement ;

Qu'au regard de ces éléments, c'est à tort que la société AFRICA AGRO et la société ORIENT poursuivent la responsabilité de la SOBEMAP ;

Qu'il échet de les débouter de toutes leurs prétentions ;

Attendu, en revanche, que la SOBEMAP sollicite des dommages-intérêts pour abus du droit d'agir, en affirmant simplement que la présente action lui a causé des préjudices ;

Qu'il convient de rejeter cette demande ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en premier ressort ;

En la forme, reçoit la société AFRICA AGRO ALIMENTAIRE SARL et la société ORIENT BENIN SARL en leur action ;

Au fond :

Constate que les pertes de sacs de riz mises à la charge de la Société Béninoise de Manutention Portuaire (SOBEMAP) ne sont pas établies ;

Déboute la société AFRICA AGRO ALIMENTAIRE SARL et la société ORIENT BENIN SARL de toutes leurs demandes y relatives ;

Rejette la demande reconventionnelle en dommages-intérêts de la SOBEMAP ;

Condamne les demanderesses aux dépens.

Ont signé

LE GREFFIER

LE PRESIDENT